

*What's the Use? On the Uses of Use* de Sara Ahmed, Durham,  
Duke University Press, 2019, 281 p.

Justine Perron

Volume 41, numéro 3, 2022

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1092354ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1092354ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Perron, J. (2022). Compte rendu de [*What's the Use? On the Uses of Use* de Sara Ahmed, Durham, Duke University Press, 2019, 281 p.] *Politique et Sociétés*, 41(3), 263–266. <https://doi.org/10.7202/1092354ar>

tistes. Par exemple, quelle est la nature des valeurs sur lesquelles les Canadiens estiment ne pas s'entendre? À quelles valeurs sont prioritairement attachés les citoyens canadiens, par région? Suggérée, l'hypothèse selon laquelle les variations identitaires peuvent s'expliquer par les trajectoires sociopolitiques propres à chaque province mériterait un solide travail sociohistorique comparé: quelles sont les causes de l'attachement plus ou moins important à sa province, à la fédération? Une autre question majeure concerne la variable générationnelle dans l'explication du degré d'attachement à la province, à la décentralisation ou à l'indépendance. Dans le Canada hors Québec, plus on vieillit, moins on est décentralisateur (une enquête pourrait permettre de déterminer si les mouvements autonomistes et séparatistes dans l'Ouest trouvent des soutiens auprès d'une population plus jeune). C'est une tendance inverse qui s'observe au Québec où, plus on est âgé, plus on est en faveur d'une décentralisation des pouvoirs. S'agit-il d'un effet de cycle? Ou cela s'explique-t-il par la mémoire collective active des Québécois? Enfin, si la proposition de fédéralisme asymétrique est très séduisante en théorie, elle ouvre certainement un débat: on peut douter de ses vertus pour répondre *de facto* et *de jure* aux défis posés par la crise climatique. Sur la question environnementale, près d'un tiers de la population canadienne accorde sa confiance soit au gouvernement fédéral (32,9%), soit à l'idée d'un partage de la responsabilité entre les deux ordres de gouvernement (32,2%). Pourtant, dans le même temps, sur les politiques énergétiques (cruciales dans la lutte contre les changements climatiques), les Canadiens sont proportionnellement plus nombreux à préférer la décentralisation et l'asymétrie. Les politiques environnementales étant par essence *transversales*, la contradiction est alors inévitable. Pour rajouter à la complexité du sujet, si les compétences en matière énergétique, de transport, ressortent du palier provincial..., c'est bien la fédération canadienne dans son ensemble qui est politiquement et juridiquement responsable devant ses interlocuteurs

internationaux quant au respect des engagements pris en matière de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre. On touche ici aux limites d'une politique qui se baserait exclusivement sur les enquêtes. Alors, l'asymétrie institutionnelle pour la gestion de la lutte contre les changements climatiques est-elle garante d'efficacité politique, d'une part, d'une politique environnementale ambitieuse, de l'autre? Ou s'agit-il plutôt d'un appel au rapatriement d'une question politique dont on pressent qu'elle est centrale et pour laquelle la confiance dans le fédéral est modeste?

Par sa facture claire et détaillée, l'ouvrage intéressera autant les étudiants que les chercheurs en sociologie et en sciences politiques, intéressés par la politique canadienne contemporaine et québécoise, par l'Ouest canadien, les mouvements sociaux contestataires de base régionale (séparatismes, indépendantismes, souverainismes). Il est aussi destiné aux profanes intéressés par l'actualité canadienne. L'intégration de différents encarts explicatifs sur des moments de l'histoire politique du pays en ferait, enfin, un outil précieux pour les professeurs en sciences humaines.

Djamila Mones

Département de Sociologie,  
Université du Québec à Montréal  
mones.djamila@courrier.uqam.ca

---

***What's the Use? On the Uses of Use***, de Sara Ahmed, Durham, Duke University Press, 2019, 281 p.

Dans cet ouvrage, Sara Ahmed s'intéresse à l'utilité sous différentes formes: elle veut s'attarder à la manière dont l'utilité est utilisée dans notre vie quotidienne, parfois de manière normative et cachée, qui «va de soi». Pour l'autrice, l'utilité (*use*) est partout: on la trouve dans les objets qui nous entourent, dans la manière dont l'espace est structuré, et jusqu'au plus profond des corps. Ainsi, Ahmed offre une généalogie de l'utilité, une histoire remplie de détours qui s'intéresse aux différentes provenances du concept, ainsi qu'aux considérations

éthiques lui étant liées et qui exercent une influence réelle sur les subjectivités. Elle pose plusieurs questions en lien avec les usages de l'utilité, mais certaines reviennent de manière récurrente à travers la lecture : Comment l'utilité et l'inutilité relèvent-elles de la vie et de la mort du sujet ? Comment l'utilité peut-elle servir de technique pour maintenir en place un ordre établi ? Comment sortir des chemins les plus utilisés et quelles sont les implications d'une telle déviation ? « *Deviation is made hard* » est une phrase qui revient à travers le texte, et semble être au cœur des préoccupations de l'autrice.

Le livre s'inscrit dans la continuité de ses ouvrages (aussi publiés chez Duke University Press) *The Promise of Happiness* (2010) et *Willful Subjects* (2014). Alors qu'Ahmed s'attachait aux mots « bonheur » et « volonté », elle *suit* maintenant le mot « utilité » (*use*) grâce à une approche généalogique qui observe ses manifestations quotidiennes dans les pratiques et les actes de paroles (*speech acts*). Elle utilise plusieurs cadres théoriques, allant de Lamarck et Darwin à Foucault et à l'utilitarisme, tout en cherchant des liens à établir avec les théories queers, féministes, décoloniales et les *disability studies*. Sans toutefois mobiliser explicitement le courant phénoménologique dans son ouvrage (sauf quelques références à son livre *Queer Phenomenology* de 2006, Duke University Press), le langage utilisé et les thèmes abordés nous rappellent sans cesse cette influence dans les écrits de l'autrice : elle parle de chemins, d'objets, d'espaces, d'orientations, de mouvements et du corps vécu.

Quant à la structure de l'ouvrage, les trois premiers chapitres offrent une analyse conceptuelle (1) et historiquement située (2 et 3) de l'utilité et de ses usages, tandis que le chapitre 4 relève d'une analyse de cas. Dans ce chapitre, le plus étoffé, Ahmed applique les types d'utilités évoqués précédemment à l'institution universitaire. Elle varie sa méthodologie en ancrant son analyse dans une série de témoignages du personnel universitaire, d'étudiant·es, et de sa propre expérience. Ce tournant méthodo-

logique est parlant à ce point dans l'ouvrage, car Ahmed replace les considérations plus théoriques des premiers chapitres dans la matérialité. Finalement, sa conclusion est une tentative de présenter une alternative queer à l'utilité, une manière de s'émanciper de ses usages traditionnels pour penser une *réutilisation* révolutionnaire.

Dans le chapitre 1, intitulé « Using Things », Ahmed examine les façons dont le mot « utile » est utilisé quotidiennement, ce qu'il signifie dans le sens commun. Elle expose donc les facettes conceptuelles de son objet de recherche. Pour ce faire, elle considère « how objects can be caught at different moments of use » (p. 65) ; elle mise donc sur les temporalités de l'utilité : *useful, usable, unusable, overused, used up*, etc. Surtout, elle regarde comment ses utilisations ont des répercussions directes sur l'organisation de l'environnement, sur les habitudes et sur les conventions. L'utilité est étudiée selon une philosophie du quotidien, qui nous demande de porter attention à l'aspect formateur de l'utilité. Ahmed avance que l'utilité modèle le monde en commençant par les objets, les corps, et puis les espaces que nous habitons. Les espaces orientent les individus selon les conceptions de l'utilité qui y sont valorisées. Cela amène l'autrice à conclure que l'utilité est également un « devoir » dont la valeur change d'un corps à un autre : un corps « inadapté » à l'espace devra se montrer d'autant plus utile s'il veut y être accepté.

Le chapitre 2, « The Biology of Use and Disuse », nous permet de comprendre la provenance de telles implications de l'utilité en termes de vie et de mort. L'autrice compare les théories biologiques de Lamarck et de Darwin concernant l'explication de l'origine des espèces, qui ont eu une influence significative sur la manière dont l'utilité a généré un principe de vie et une méthode de progrès social. Ainsi, Ahmed va plus loin que tracer l'idée d'utilité à partir de la biologie, elle montre également comment elle a été utile à des théories sociologiques cherchant à naturaliser l'ordre établi. Elle démontre cette tendance par le biais du capitalisme et de l'eugénisme : l'utilité des

corps est déterminée par la race et la classe sociale. Elle montre en outre comment certains corps sont utilisés, ou sont assignés à certaines utilités (travail). L'utilité est un principe qui s'incarne dans le monde social à travers les corps et le devoir leur étant associés. Certains sont rendus utiles pour libérer les autres de leurs charges. «Useful is what some must become in order to avoid the consequences of being judged useless.» (p. 101)

Lorsqu'appliquée à l'ordre social, l'utilité peut être conceptualisée comme une technique de gouvernance (suivant Foucault). Dans le chapitre 3, «Use as Technique», Ahmed s'intéresse à l'influence de l'utilitarisme (spécifiquement Bentham) sur le système d'éducation des classes ouvrières en Angleterre et dans le système colonial. L'éducation est alors organisée autour d'un «*useful knowledge*», un type de savoir qui sera utile à l'ordre établi («*the dominant usefulness*», p. 10) et qui contribuera au bonheur du plus grand nombre. Le but est simple: justifier la «fonction» de chacun dans la société et offrir un enseignement faisant la promotion de la reproduction de la hiérarchie sociale. L'utilité est donc une technique de gouvernance qui diffuse des savoirs qui orientent la vie et les populations en masse, rejoignant ici la biopolitique et la nécropolitique.

Le chapitre 4, «Use and the University», retrace les observations des chapitres précédents au sein de l'institution universitaire. Le chapitre suit deux thématiques: l'utilité de la diversité et de la plainte pour l'université. Dans les deux cas, il semble que la promesse de diversité et la possibilité de faire une plainte servent (sont utiles) à donner l'illusion que l'université est un lieu accueillant pour tous et toutes. «Complaints can thus be used in a similar way to diversity: a way of appearing to address a problem.» (p. 156) Ahmed expose comment le processus de plainte et les comités de diversité restreignent et orientent ceux qui y ont recours en déployant divers obstacles temporels, discursifs ou physiques les empêchant de critiquer ou de changer réellement l'institution et ses pratiques. Ce

chemin est rendu *inutilisable* afin d'inciter les sujets à emprunter les voies «normales», maintes fois utilisées. «Institutions are built from small acts of use, from uses of use, from how building blocks put together, over time, become walls, walls that enable some bodies to enter, stay put, progress, others not.» (p. 191)

Ahmed conclut son ouvrage sur un ton engagé, en nous invitant à considérer l'utilité *queer*. L'autrice lie l'utilité et les théories *queer* pour penser une émancipation de l'usage habituel qui reproduit le système en place. Rappelant la réappropriation de termes péjoratifs comme outil émancipatoire «à la Butler», elle pense l'utilité *queer* comme une *réutilisation*. Elle voit la fatigue, «*being used up*», comme un point de rupture qui nous oblige à changer le monde qui nous entoure. Elle appelle à une utilisation inusitée des objets, des chemins et des portes qui sont déjà là, car cela facilite la création de nouvelles avenues et d'espaces permettant aux corps non conformes à l'utilité traditionnelle de se mouvoir, de *dévier*: «Get in the way of how that space is usually used (for what and by whom).» (p. 210)

*What's the Use? On the Uses of Use* est une contribution importante, car Sara Ahmed y mobilise l'utilité afin d'établir des liens entre des cadres théoriques ayant des compréhensions différentes de ce concept et de ses répercussions dans la vie réelle. On comprend que ces idées s'entrecroisent et s'influencent, et ce, sans toujours se reconnaître. En suivant les mots avant tout, Ahmed réinscrit l'utilité dans plusieurs débats actuels en science politique: l'utilitarisme n'est plus simplement une éthique, ses principes prennent des formes spécifiques à chaque domaine dans lequel ils s'inscrivent. Il faut discerner leurs fonctionnements, et surtout les *exclusions* qu'ils créent. Une force de l'analyse d'Ahmed est son utilisation omniprésente des *disability studies* pour dénoncer ces mécanismes et révéler des marginalités souvent oubliées en théorie politique. Bien qu'il soit évident que l'autrice approche la question de l'utilité selon une perspective phénoménologique, le texte aurait gagné

à ce que cela soit explicité davantage. En conséquence, pour des lecteur·rices qui ne connaissent pas l'importance de ce courant de pensée dans les écrits d'Ahmed, il est possible que certaines références ou certains thèmes centraux suscitent moins d'intérêt. De plus, proposer un lien explicite entre la phénoménologie et l'utilitarisme est un projet prometteur et original qui ne demande qu'à être approfondi.

Justine Perron

Candidate au doctorat en science politique,  
Université d'Ottawa  
justine.perron@uottawa.ca

---

***Feminist City: Claiming Space in a Man-made World***, de Leslie Kern, Londres, Verso, 2020, 205 p.

Concentrant plus de la moitié de l'humanité, les villes contemporaines sont le théâtre d'intenses luttes de pouvoir. Se distinguant par leur architecture verticale et leurs gratte-ciel, elles concrétisent matériellement et symboliquement un système capitaliste sexiste, comme l'explique Leslie Kern, géographe féministe et professeure associée à l'Université Mount Allison, dans son ouvrage *Feminist City: Claiming Space in a Man-made World* paru en 2020. Selon elle, les villes sont pétries de contradictions puisqu'elles participent autant à l'émancipation des femmes qu'à leur oppression. Face à ce paradoxe, la géographie féministe offre de précieux outils pour appréhender et déconstruire les relations que les agent·es sociaux·ales entretiennent avec leur environnement, bâti particulièrement : « Une perspective géographique du genre offre les moyens de comprendre comment le sexisme fonctionne sur le terrain<sup>1</sup>. » (p. 13)

Situant la corporalité comme point de départ d'une analyse féministe de la ville, Kern souligne que les espaces urbains et périurbains n'ont pas été pensés pour les femmes, constamment limitées dans leur liberté de mouvement. D'une part, la ban-

lieue – créée par et pour les ménages fortement dotés en capital économique, social et racial – impulse l'isolement spatial et interactionnel des femmes, restreignant leurs capacités d'organisation et d'action. D'autre part, la ville néolibérale – marquée par une gentrification galopante qui promeut une conception classiste, validiste et raciste de la « femme active » – participe à l'oppression des femmes racisées, embauchées pour effectuer le travail domestique de leurs homologues (blanches) aisées. La ville contemporaine comme sa banlieue perpétuent ainsi respectivement la division raciale et genrée du travail. Pour l'autrice, la réalisation d'une ville non sexiste et égalitaire repose dès lors sur notre capacité collective à dépasser la ville patriarcale en désacralisant le modèle de la famille hétéronormée, d'une part, et en déconstruisant le sujet urbain « par défaut » à la fois masculin, blanc, valide et cisgenre, d'autre part : « La ville féministe est une ville où les barrières – sociales et physiques – sont abattues, une ville centrée sur le soin et le soutien d'autrui, découlant du pouvoir inhérent des villes à rassembler. » (p. 54)

Ainsi, la ville est un espace créateur de lien social et de solidarités. « Pratiques de création du monde » (p. 57), les amitiés féminines – pourtant peu considérées par l'urbanisme féministe – constituent une force féconde pour repenser la ville. Avec le déclin du modèle hétéropatriarcal du foyer, ces amitiés – véritables « outils de survie urbaine » (p. 56) pour les opprimées – offrent un nouveau champ des possibles pour réinventer la ville et nos interactions en son sein. Selon la chercheuse, il est désormais impératif de déconstruire – socialement et spatialement – la centralité de la famille hétéronormée en élaborant un urbanisme « par le bas », à l'initiative des « marges » (p. 54), qui prenne le contre-pied de la planification urbaine, historiquement chasse gardée des hommes blancs, cisgenres et hétérosexuels : « Imaginer une ville centrée sur les amitiés où les femmes dédieraient plus de leur amour, de leur temps, de leur travail émotionnel à leurs amitiés,

---

1. J'ai traduit librement les passages de la littérature scientifique en anglais.